

32118

DISTR.: LIMITEE
CEA/MIE/NIA/XV/97/07
SEPTEMBRE 1996
FRANCAIS
ORIGINAL: FRANCAIS

**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
CENTRE MULTINATIONAL DE PROGRAMMATION
ET D'EXECUTION DE PROJETS (MULPOC)
POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST**

**RAPPORT SUR LES DISPOSITIFS PERMETTANT
UNE MOBILISATION EFFECTIVE DE L'INVESTISSEMENT
DIRECT LOCAL ET ETRANGER EN AFRIQUE DE L'OUEST**

TABLE DES MATIERES

I - INTRODUCTION

II - ROLE DES INVESTISSEMENTS DANS LA CROISSANCE ECONOMIQUE

III- PROBLEMES RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS DANS LA SOUS-REGION

3.1 Faiblesse de l'épargne

3.1.1 Au plan étatique

3.1.2 Au niveau des ménages et des entreprises

3.2 Insuffisance de l'Intermédiation financière

3.3 Obstacles spécifiques aux investissements étrangers directs

3.4 Obstacles aux investissements locaux

3.5 Environnement global défavorable aux investissements en général

IV- MESURES A PRENDRE EN FAVEUR DES INVESTISSEMENTS DANS LA SOUS-REGION

4.1 Mesures favorables aux investissements dans leur ensemble

4.1.1 Environnement général

4.1.2 Quelques mesures techniques d'incitation à l'investissement

4.1.3 Instruments à créer ou à améliorer

4.2 Quelques mesures spécifiques aux investissements intérieurs

4.3 Mesures spécifiques aux investissements étrangers

V- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

5.1 Conclusions

5.2 Recommandations

RESUME

Le rôle des investissements dans le processus de développement n'est plus à démontrer. L'expérience d'autres régions du monde en développement a bien mis en évidence l'importance de l'accumulation du capital pour favoriser la croissance économique des nations.

Dans le cas du continent africain, de nombreux facteurs limitant les investissements intérieurs et étrangers ont été identifiés. Il s'agit, entre autres, de la faible épargne intérieure (due à la gabegie dans le secteur public, au surendettement, à la fiscalité excessive, à l'inflation, à la baisse des recettes d'exportation, etc...); du manque de main-d'oeuvre qualifiée et des insuffisances du système bancaire et financier.

Certains obstacles spécifiques sont liés à la concurrence internationale et aux pratiques discriminatoires concernant les investissements étrangers directs (IED) et à l'absence d'esprit d'entreprise, sans oublier les difficultés du financement en ce qui concerne les investissements locaux.

En Afrique de l'Ouest, d'autres motifs tenant à l'environnement global peuvent être invoqués comme par exemple, la dimension réduite des marchés nationaux, les taux d'intérêt élevés, le manque d'infrastructures, la faible alphabétisation des adultes et des jeunes.

Face à cet ensemble de contraintes, l'étude conclut à la nécessité que les gouvernements mettent en place une politique visant à garantir un cadre général propre à attirer les investisseurs. Dans ce sens, il faudrait notamment veiller à instaurer un climat social paisible et un environnement économique lisible ainsi qu'un espace sous-régional plus étendu.

Des mesures techniques complémentaires sont en outre recommandées telles que la création d'une bourse sous-régionale de valeurs mobilières; le renforcement du secteur bancaire; l'harmonisation d'instruments comme le code des investissements et les zones franches ou le droit des affaires.

I - INTRODUCTION

1. La présente étude sur "les dispositifs permettant une mobilisation effective de l'investissement direct local et étranger en Afrique de l'Ouest" a été recommandée par la 14ème réunion du Comité intergouvernemental des experts du MULPOC pour l'Afrique de l'Ouest tenue à Cotonou en Mars 1995. Son intérêt réside dans le fait qu'elle insiste sur la simultanéité des apports intérieurs et extérieurs qui devront être mobilisés en matière d'investissement si l'on veut accélérer le développement de la sous-région.

2. Le rôle de l'investissement dans la croissance économique est si important que la compétition internationale dans l'attraction des capitaux est en train de s'intensifier. C'est ainsi que les observateurs des tendances de la division internationale du travail prévoient un déplacement spectaculaire dans le paysage de l'industrie mondiale au cours des années à venir dont le moteur serait, en partie, l'investissement étranger direct (IED). Et il est probable que ce déplacement s'effectuerait aux dépens des industries du Nord à forte composante de main-d'oeuvre non-qualifiée ⁽¹⁾.

3. La question est donc de savoir comment l'Afrique pourrait concurrencer les industries chinoise, indienne ou est-européenne qui semblent pour le moment mieux placées pour bénéficier de cette future expansion mondiale des investissements. A ce sujet, certains analystes ont mis en évidence la situation assez paradoxale de notre continent qui, bien que disposant d'un énorme potentiel en développement (population jeune et richesses naturelles avec des perspectives d'exploitation rentable), ne parvient pas encore à intéresser les investisseurs internationaux pour des raisons à examiner ultérieurement. A titre d'illustration, l'Afrique reçoit à peine 3 milliards de dollars d'investissements extérieurs par an et, par ailleurs, seulement 6% de ces investissements réalisés dans les pays en développement le sont sur le continent africain.

4. Quant à l'investissement local, les observateurs s'accordent pour dire qu'il présente en l'état actuel un grand potentiel de croissance en Afrique en général et dans la sous-région en particulier eu égard aux faits que la fuite des capitaux demeure importante; que les banques disposent de ressources abondantes; et que les marchés financiers susceptibles de drainer l'épargne locale sont encore insuffisants voire inexistantes par endroit (en zone CFA par exemple, excepté la Côte d'Ivoire). Des solutions doivent donc être envisagées qui viseront en l'occurrence à redonner confiance aux nationaux en leurs propres économies; à parfaire la réorganisation déjà avancée du secteur bancaire ainsi qu'à favoriser l'émergence d'un marché financier sous-régional.

¹ CNUCED, Rapport sur le commerce et le développement, 1995 ; pp.16 et 17

5. Un autre signe encourageant est le contexte économique libéral qui prévaut, lequel est propice, entre autre, aux privatisations mais aussi à la suppression de rigidités de différents ordres (législatifs, administratifs, etc...) entravant jusqu'alors les investissements.

II - LE ROLE DES INVESTISSEMENTS DANS LA CROISSANCE ECONOMIQUE

6. L'importance des investissements dans le processus de développement n'est plus à démontrer. Elle figure, d'après une observation communément admise, parmi les explications majeures du succès des nouveaux pays industrialisés (NPI) tels que la Corée du Sud, Taiwan, etc...

7. La théorie économique a également mis en exergue le rôle déterminant des investissements dans la croissance économique des nations. En particulier, la théorie keynésienne a révélé la capacité de l'investissement public à amener une économie vers une situation de plein emploi. Il va sans dire que moyennant quelque adaptation, cette théorie demeure aujourd'hui valable et que la conjoncture présente de "désétatisation" généralisée devrait par conséquent, conduire le secteur privé à prendre la relève des gouvernements dans la réalisation d'un plus grand nombre d'investissements.

8. Les investissements locaux concernent depuis longtemps les dépenses d'infrastructures avec souvent pour les PMA en particulier, le recours à des co-financements de l'aide publique au développement (APD). Il s'agit notamment des transports (routes, ports, aéroports), des télécommunications, des sources d'énergie (barrages, centrales hydro-électriques) sans oublier l'éducation, la santé et l'agriculture auxquelles nos Etats ont accordé une forte priorité dès les années soixante dans le cadre des investissements publics. La caractéristique majeure de ce type d'investissement est de jeter les bases du développement et de favoriser l'implantation d'entreprises nationales et étrangères.

9. Une autre grande composante des investissements locaux se situe dans la production à proprement parler. Les entreprises de production et de transformation ont généralement été mises en place ou reprises par l'Etat après les indépendances. Il s'agit principalement d'entreprises évoluant dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'eau, l'électricité, les transports, etc... Les investissements locaux provenant de privés nationaux ont été rares dans le domaine productif, leurs capitaux ayant en règle générale davantage servi à financer des activités purement commerciales ou de services. Toutefois une profonde mutation s'est opérée entre temps et le fait est qu'à l'heure actuelle, des secteurs autrefois réservés à l'Etat (éducation et santé en particulier) sont aujourd'hui pénétrés par le secteur privé (développement des écoles et cliniques privées par exemple).

10. Un ensemble de fonctions sont attribuées à l'investissement desquelles il faudrait privilégier à propos des pays en

développement comme ceux de l'Afrique de l'Ouest, le renforcement de l'appareil de production et des capacités d'exportation au moyen d'un accroissement de la compétitivité qui faciliterait par la même occasion leur intégration dans le système commercial multilatéral et l'économie mondiale. Cela est réalisable grâce au transfert de technologie dans lequel les IED (sociétés transnationales souvent filiales de grandes firmes des pays industrialisés) ont un rôle essentiel mais aussi grâce au savoir-faire en matière de gestion.

11. Plus précisément, les investissements dans la santé et l'éducation visent à valoriser les ressources humaines en vue de faciliter l'assimilation et le développement des capacités technologiques, alors que les investissements en infrastructures sont eux, en règle générale, destinés à améliorer les conditions de la production et partant la compétitivité des entreprises sur les marchés intérieurs et extérieurs. Quant aux investissements productifs, leur but ultime consiste à accroître la valeur ajoutée (seul gage d'un enrichissement réel au plan national) et de favoriser si possible, les effets d'entraînement en amont et en aval de l'économie.

12. Au demeurant, les indicateurs de performance du secteur manufacturier local entre 1992 et 1995 ⁽²⁾ justifient plus que jamais la nécessité d'une expansion des investissements en Afrique. En effet, la part de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) dans le produit intérieur brut se situait à 15,4% en 1994 pour l'ensemble de la région mais seulement à 7,7% en Afrique de l'Ouest. Ce dernier chiffre est à rapprocher de ceux disponibles pour l'Asie du Sud et de l'Est-Pacifique respectivement de l'ordre de 17 et 26% ⁽³⁾ afin d'insister sur l'urgence de promouvoir vigoureusement les investissements productifs dans la sous-région. Par ailleurs, l'Afrique de l'Ouest ne produit que 9,2% de la VAM régionale (donnée pour 1992) alors qu'elle abrite environ 29% de la population totale.

III - PROBLEMES RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS DANS LA SOUS-REGION

3.1 Faiblesse de l'épargne

13. En amont du processus d'investissement, l'épargne intérieure est une donnée essentielle qui conditionne les possibilités de formation de capital fixe dans l'économie.

3.1.1 Au plan étatique

14. En commençant par l'Etat, il faudrait rappeler que celui-ci a un rôle fondamental dans la constitution d'une épargne nationale; rôle dont on peut dire qu'il s'est relativement mal

² CEA, Rapport sur la situation économique et sociale en Afrique, 1996.

³ Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1995.

acquitté dans nos pays comme en témoigne entre autres, le cas des entreprises publiques.

15. Nul n'ignore que pendant longtemps, les entreprises publiques et para-publiques ont été budgétivores et qu'on a pu leur reprocher d'avoir dérogé aux normes de bonne gestion. Il va sans dire que nos Etats ont souvent perdu par la même occasion, toute capacité de réaliser des profits autorisant l'autofinancement ou d'épargner en vue d'investissements. Il faut d'ailleurs, signaler que c'est en partie l'échec de cette gestion étatisée qui est à l'origine de la vague actuelle de privatisations dans nos pays.

16. L'endettement extérieur agit comme une taxe sur l'économie intérieure et par conséquent, comme un facteur de "désépargne". En particulier, le lourd fardeau du service de la dette obère les budgets de la plupart des Etats de la sous-région privant les économies nationales de ressources financières au détriment des investissements notamment. Aussi, le Rapport de la CEA sur la situation économique et sociale⁽⁴⁾ indique qu'en 1995, la dette extérieure et les obligations au titre du service de la dette de l'Afrique faisaient toujours peser une menace sur le financement de la relance économique, en ce sens que le surendettement ⁽⁵⁾ continue d'avoir une incidence négative sur les ressources disponibles. En 1994, l'encours de la dette de l'Afrique de l'Ouest (80,9 Mds.\$ E.U.) a représenté 112,4% du PIB sous-régional et le service de la dette 8,2% du PIB et 22,7% des recettes d'exportation. La Côte d'Ivoire, la Gambie et la Mauritanie figurent au nombre des pays lourdement endettés où le service de la dette représente au moins 10% de leur PIB.

17. La fiscalité dans les Etats de la sous-région ne favorise en règle générale ni l'épargne des ménages, ni celle des entreprises. En effet, les recettes fiscales constituent l'essentiel des ressources des budgets nationaux de nombreux pays et plus particulièrement de ceux ne disposant pas de richesses naturelles susceptibles de générer d'importantes recettes d'exportation. Les principaux types d'impôt sont :

- la taxation des importations et exportations ;
- l'impôt sur les revenus des personnes physiques et morales;
- l'impôt sur la consommation dont la taxe sur la valeur ajoutée (TVA);
- divers autres types d'impôts comme les taxes foncières, les patentes, etc...

18. On comprend dès lors qu'un système fiscal qui serait trop lourd ne ferait que réduire la capacité d'épargner des entreprises et des ménages sans la garantie que les possibilités

⁴OP. cit.

⁵ Le ratio dette /PIB est estimé à 120,4% pour l'Afrique sub-saharienne dont la sous-région ouest africaine fait partie.

de financement générées par les impôts seront nécessairement employées plus utilement par l'Etat que par les agents économiques sur lesquels la ponction a été réalisée. Un autre inconvénient de l'excès d'imposition réside, comme cela a été démontré, dans le fait que dans un tel cas de figure, les opérateurs économiques réduiront leur activité, que les fraudes fiscales s'amplifieront et qu'en définitive, l'Etat et l'ensemble de l'économie perdra des ressources.

3.1.2 Au niveau des ménages et des entreprises

19. L'inflation représente un phénomène néfaste à l'épargne, mais dont les conséquences sur l'investissement peuvent être contradictoires eu égard au comportement des ménages et des entreprises. En période d'inflation galopante, survient une situation de "fuite devant la monnaie" où les agents économiques préfèrent consommer plutôt qu'épargner; ce qui, à terme, est préjudiciable aux investissements lesquels ont besoin d'être financés par des ressources provenant de l'épargne nationale. En revanche le comportement spécifique des entreprises peut se révéler favorable aux investissements si l'on tient compte que le coût du crédit (taux d'intérêt réel) est réduit par l'inflation. En Afrique de l'Ouest, l'inflation est élevée dans des pays comme la Sierra-Léone, la Guinée-Bissau ou le Ghana (Cf. tableau 1 ci-après). Après avoir connu une longue période de stabilité, les Etats de la zone franc CFA ont enregistré au lendemain de la dévaluation de leur monnaie en janvier 1994, une forte inflation dont le taux annuel a pu atteindre les 50 % dans certains pays.

Tableau 1: Inflation annuelle moyenne en % (1980-1993)

Ghana	Guinée-Bissau	Mauritanie	Nigéria
37	58,7	8,2	20,6
Sierra-Léone	Bénin	Burkina-Faso	Côte d'Ivoire
61,6	1,4	3,3	1,5
Mali	Niger	Sénégal	Togo
4,4	1,3	4,9	3,7

Source: Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1995

20. La pauvreté endémique qui caractérise la sous-région ouest-africaine ne favorise pas non plus la constitution d'une épargne abondante par les ménages. Dans plusieurs pays, le salaire minimum garanti (SMIG) n'atteint même pas 20.000F. CFA par mois. L'Afrique de l'Ouest compte en effet douze -12- PMA⁽⁶⁾ parmi ses seize-16- Etats membres, soit les trois-quarts. Son PIB par

⁶ Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Sierra Leone et Togo.

habitant était de 368\$ E.U. en 1994 ⁽⁷⁾, ce qui représente à peine un tiers du niveau de cet indicateur appliqué à l'ensemble des pays en développement ⁽⁸⁾. L'épargne étant une fonction croissante du revenu, sa faiblesse dans la sous-région ⁽⁹⁾ s'explique mieux ainsi. Au demeurant, c'est conscients de cette situation que plusieurs partenaires au développement (Banque mondiale, PNUD, CEA entre autres) ont érigé la lutte contre la pauvreté en axe prioritaire de leurs interventions.

21. La fuite des capitaux locaux constitue pour des raisons évidentes, une perte sèche en matière d'épargne intérieure. Bien qu'elle soit difficile à évaluer, les flux financiers en jeu sont à n'en pas douter considérables. Un élément révélateur est la surliquidité actuelle des banques de la sous-région suite au rapatriement de ces fonds consécutif à la dévaluation du franc CFA. Outre le problème posé par rapport à l'épargne, il est aussi plus difficile d'attirer les capitaux extérieurs si les nationaux se semblent pas avoir eux-mêmes confiance dans leur propre économie.

22. La baisse des recettes d'exportation touche les entreprises privées et publiques évoluant dans les secteurs d'exportation. Elle est la conséquence d'une conjonction de facteurs défavorables. En premier lieu, la détérioration des termes de l'échange a beaucoup contribué à cette baisse de revenus: dans la décennie 1983-1993, elle a surtout concerné des produits comme le café et le cacao, le pétrole brut ou l'étain qui sont importants pour l'Afrique de l'Ouest (Cf. Annexe). Au demeurant les prix de la plupart des produits sont déterminés par les marchés extérieurs au détriment des producteurs des pays en développement sans doute organisés de manière insuffisante. Par ailleurs, la concurrence s'est considérablement accrue dans le commerce mondial faisant perdre à nos agriculteurs en particulier, des parts de marché (cas de la banane et du café par exemple). La tendance pourrait s'aggraver dans le contexte des accords du Cycle d'Uruguay et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) prônant une libéralisation plus importante des échanges internationaux de même que dans le cadre des progrès de l'Union européenne et de l'ALENA. D'ores et déjà, le continent ne représentait plus que 2,6% des exportations mondiales de marchandises en 1992 contre 4,4% en 1983. En outre, certaines évolutions font également craindre pour les résultats futurs du commerce extérieur africain: il s'agit notamment de l'accentuation de barrières non-tarifaires comme les normes sanitaires vis à vis des produits alimentaires (cas récent du poisson ouest-africain en Europe) ou de la substitution de

⁷ CEA. Op.cit.

⁸ CNUCED, Les pays les moins avancés : Rapport 1996.

⁹ L'épargne intérieure brute en Afrique de l'Ouest se situait aux alentours de 6% du PIB entre 1989 et 1993.

nouveaux produits à ceux traditionnels (exemple de la graisse végétale devant remplacer une partie du cacao dans le chocolat européen).

23. En conséquence des obstacles qui viennent d'être évoqués, l'épargne intérieure a toujours été inférieure à l'investissement en Afrique de l'Ouest à deux exceptions près (Côte d'Ivoire et Nigéria) comme l'atteste le tableau 2.

Tableau 2: Investissement et épargne intérieurs bruts en 1970, 1990 et 1993 (en % du PIB)

	1970		1990		1993	
	<u>IIB</u>	<u>EIB</u>	<u>IIB</u>	<u>EIB</u>	<u>IIB</u>	<u>EIB</u>
BENIN	12	5	12	2	15	3
BURKINA-FASO	12	-1	20	5	22	2
COTE D'IVOIRE	22	29	10	14	9	16
GAMBIE	5	5	-	-	20	8
GHANA	14	13	15	11	15	-1
GUINEE	-	18	20	21	16	9
GUINEE-BISSAU	30	3	-	-	26	0
MALI	16	10	26	10	22	7
MAURITANIE	22	30	15	3	24	11
NIGER	10	3	9	-	6	1
NIGERIA	15	12	15	29	15	19
SENEGAL	16	11	13	9	14	7
SIERRA-LEONE	17	15	11	5	9	5
TOGO	15	26	22	11	6	-2

Source: Banque mondiale, *Rapports sur le développement dans le monde*, 1992 et 1995

3.2 Insuffisance de l'intermédiation financière

24. On peut dire qu'à l'heure actuelle la sous-région ne dispose pas du système financier nécessaire pour accompagner son développement. Tant du point de vue de la mobilisation de l'épargne intérieure que de celui de l'affectation des ressources ainsi collectées dont l'investissement, les performances des institutions financières sont décevantes.

25. Après avoir été échaudées par leur débâcle de la décennie des années 80 due à la mauvaise gestion et à l'octroi de crédits de complaisance, les banques semblent avoir pris le contre-pied de ces pratiques passées; ce qui ne convient pas non plus aux besoins actuels. En effet, au terme des restructurations

bancaires réalisées dans les Etats membres, ces établissements financiers continuent à délaisser la collecte de l'épargne à l'intérieur des pays pour se concentrer sur les capitales. Au plan du crédit par ailleurs, ils outrepassent souvent les règles prudentielles bancaires et font carrément preuve de frilosité en n'octroyant pas de financements à long terme aux petites et moyennes entreprises (PME) sous prétexte que ces dernières ne possèdent pas de garanties et/ou présentent trop de risques. C'est ce qui explique que des institutions financières sous-régionales telles que la Banque ouest africaine de développement (BOAD) et le Fonds africain de garantie et de coopération économique (FAGACE) s'emploient de plus en plus à venir en aide au secteur privé en général mais avec une attention grandissante à l'endroit des PME/PMI.

26. L'absence d'un marché financier sous-régional constitue également un sérieux obstacle à l'accroissement des investissements en Afrique de l'Ouest. Une bourse des valeurs sous-régionale où seraient cotées des actions et des obligations offrirait de meilleures perspectives en matière d'adéquation épargne/investissement. Un tel instrument permettrait d'améliorer la mobilisation de ressources étrangères et nationales (notamment auprès des investisseurs institutionnels comme les assurances ou les caisses de retraite) ainsi que de remédier, au moins partiellement, à l'épineux problème posé par l'insuffisance actuelle des financements à long terme.

3.3 Obstacles spécifiques aux investissements étrangers directs (IED)

27. Concurrence d'autres continents: selon la CNUCED, les IED vers l'Afrique sont passés de 11% du total mondial en 1982 à 5% en 1992 soit 3 milliards de dollars E.U. par an ou encore à peu près l'équivalent de ce que la seule Malaisie reçoit ⁽¹⁰⁾ Depuis 1990-1991, l'Europe centrale et de l'Est attire aussi de plus en plus les investissements internationaux au détriment de l'Afrique surtout. Ce qui signifie que le continent devra fournir beaucoup d'efforts s'il veut récupérer ses parts d'IED.

28. Il faut ajouter à la faible attirance exercée par l'Afrique, la mauvaise répartition de ces investissements entre les pays destinataires. On s'aperçoit que ce sont en règle générale, les pays offrant un fort potentiel de croissance (Afrique du Sud, Tunisie, Maurice etc...) et les pays exportateurs de pétrole dont le Nigéria entre autres, qui recueillent l'essentiel des IED destinés à notre région. Les autres pays, surtout ceux classés parmi les PMA, ne reçoivent qu'une petite portion.

29. La crainte que l'IED ait un effet négatif sur l'emploi dans les pays d'origine (pays industrialisés en règle générale) a été exprimée en Amérique du Nord. Les opposants à l'Accord de libre échange nord américain (ALENA) estimaient que la libéralisation

¹⁰ UNCTAD, World investment report, 1994 ; P.6.

du régime des IED provoquerait un déplacement d'emplois en faveur du Mexique de l'ordre d'un demi million d'emplois d'ici à l'an 2000. De même, la "délocalisation" de l'industrie française a déjà eu un impact important sur la main-d'oeuvre non qualifiée de secteurs tels que les textiles et l'habillement et l'on s'attend à ce que le mouvement s'accélère y compris au Japon qui commence à être touché par le phénomène ⁽¹¹⁾.

30. A l'autre extrémité, dans les pays destinataires, certaines mesures contraignantes pour les entreprises étrangères peuvent décourager les IED. Il s'agit, entre autres, de pratiques telles que la limitation de la participation étrangère au capital des sociétés; le contrôle des changes; des discriminations entre sociétés étrangères et nationales ou la restriction aux rapatriements de profits.

3.4 Obstacles spécifiques aux investissements locaux

31. Le principal obstacle aux investissements locaux constitue sans doute le manque d'initiative bien qu'il soit difficile d'en déterminer l'origine. Peut être le niveau d'instruction et une certaine passivité léguée par la colonisation dont la population n'arrive pas à se départir, peuvent-ils expliquer partiellement l'absence d'esprit d'entreprise.

32. Le second obstacle non négligeable qu'il faut rappeler réside dans les problèmes que rencontrent beaucoup d'opérateurs économiques pour trouver des financements à leurs investissements. Comme déjà mentionné plus haut, les banques rechignent à prêter aux personnes sans solides garanties (immobilier notamment). Or nombre d'entrepreneurs ne sont pas en mesure de présenter de tels gages.

3.5 Environnement global défavorable aux investissements en général

33. La stabilité de l'environnement politique et économique est considérée comme un critère essentiel pour les investisseurs nationaux et étrangers. Malheureusement force est de constater que dans notre sous-région subsistent des foyers de tensions qui ne sont pas propices aux engagements à long terme de la part des opérateurs économiques. Hormis les conflits, il y a aussi les processus démocratiques mal assis ainsi que les risques latents dans les pays où la situation économique est très difficile. En outre, les hommes d'affaires sont très sensibles à la lisibilité du paysage économique et n'hésitent pas à abandonner pour cette raison, des projets jugés par ailleurs rentables sur le papier; en particulier si des perspectives de troubles sociaux ou de changement d'orientations gouvernementales défavorables se profilent à l'horizon.

34. D'autres motifs sont traditionnellement évoqués pour

¹¹ CNUCED, Rapport sur le commerce et le développement 1995 ; P. 16.

expliquer l'absence d'engouement à investir dans notre sous-région. Parmi ces motifs, on peut mentionner la dimension réduite des marchés nationaux (exception faite du Nigéria) en terme de population et de pouvoir d'achat. Faute d'économies d'échelle, la rentabilité des investissements devient difficile à assurer. Le manque de main-d'oeuvre qualifiée représente aussi un handicap de taille. Les taux d'analphabétisme en Afrique de l'Ouest sont parmi les plus élevés au monde (de 46 à 82% de la population adulte selon les pays). Il y a en outre la question des infrastructures physiques (routes, fourniture d'eau et d'électricité, etc...) parfois défaillantes et qui entrent pourtant en ligne de compte dans les décisions d'investissement notamment en raison de leurs incidences sur les coûts et partant, sur la compétitivité des entreprises. Qui plus est, le secteur est largement régi par des monopoles étatiques empêchant ainsi son accès à d'éventuels investisseurs étrangers ou nationaux (cas avec le transport aérien, les télécommunications ou l'énergie électrique par exemple).

35. Les taux d'intérêt sont en général assez élevés (tableau n°3) à cause non seulement de la politique monétaire restrictive mais aussi du caractère oligopolistique du secteur bancaire ou de l'inflation. Le niveau élevé des taux d'intérêt décourage l'investissement car il augmente le coût des emprunts et réduit donc les rendements attendus. Même lorsque l'investissement est financé sur les ressources de l'entreprise, de tels taux accroissent le coût d'opportunité des bénéfices non-distribués et rendent les investissements financiers plus attractifs que les investissements fixes.

Tableau 3: Taux d'intérêt nominaux des banques en 1993
(% annuel moyen)

Zone UMOA	Gambie	Guinée	Guinée-Bissau
16,8	26,1	24,5	63,6
Mauritanie	Nigéria	Sierra-Léone	
10	31,7	62,8	

Source: Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1995

IV - MESURES A PRENDRE EN FAVEUR DES INVESTISSEMENTS DANS LA SOUS-REGION

4.1 Mesures favorables aux investissements dans leur ensemble

4.1.1 Environnement général

36. Dans la promotion des investissements privés en Afrique de l'Ouest, les gouvernements de la sous-région ont un rôle primordial à jouer à plusieurs niveaux en commençant par le cadre politico-économique lequel doit préférentiellement refléter la

stabilité. Dans ce sens, les Etats gagneraient à garantir aux investisseurs, une administration publique transparente et responsable; le respect de la propriété et la primauté du droit; ainsi qu'un climat social apaisant.

37. Les responsables politiques peuvent notamment signifier clairement aux opérateurs économiques que les mesures en vigueur et/ou adoptées seront durables. Le fait de s'attendre à des changements d'orientations contribue à l'attentisme des investisseurs.

38. La nature et le contenu même des orientations gouvernementales sont déterminants dans la mise en place d'un environnement macro-économique favorable aux initiatives privées. A ce titre, la libéralisation figure en bonne place. Elle peut toucher des domaines comme le commerce intérieur et extérieur, la circulation des personnes, le régime de change, l'accès aux secteurs dits protégés.

39. Concernant le dernier aspect, il faut signaler le cas particulier de certains secteurs pour lesquels, les Etats peuvent au contraire concéder, au moins pendant un temps limité, un monopole d'exploitation au premier investisseur étranger pour les rendre attrayants. A ce sujet, citons les secteurs pétrolier et minier.

40. D'autre part, il existe les domaines dans lesquels, l'Etat peut apporter une contribution substantielle en vue de promouvoir les investissements nationaux et étrangers. On peut rappeler à ce niveau, l'importance des infrastructures: la fourniture de terrains ou de sites appropriés, l'aménagement de zones industrielles, la disponibilité de moyens de télécommunications, de transport et de sources d'énergie à des prix compétitifs sont autant d'éléments que les investisseurs prennent en compte avant de s'engager.

41. L'instruction et la formation représentent un autre domaine où l'action des gouvernants est irremplaçable. Si les Etats acceptent de consacrer suffisamment de ressources à l'éducation de la population, nul doute que non seulement l'esprit d'entreprise se développera au plan national, mais que par ailleurs, la perspective de pouvoir disposer d'une main d'oeuvre mieux qualifiée incitera davantage les étrangers à venir investir dans la sous-région. En outre la capacité d'assimilation de la technologie que ne manqueraient pas d'amener les sociétés transnationales dans le cadre des IED s'en trouverait renforcée.

42. L'investissement public peut ainsi jouer un rôle important de soutien à l'investissement privé. On a constaté en l'occurrence une synergie entre les deux du fait que les investissements publics dans les infrastructures physiques et la mise en valeur du capital humain (éducation et santé) augmentent la rentabilité des investissements privés.

43. Après avoir évoqué plus haut, la contrainte majeure que représente l'insuffisance d'épargne nationale propre à financer

les investissements locaux, il y a lieu de mentionner que le nouvel environnement à instaurer devra favoriser l'émergence de sources supplémentaires. Parmi ces sources d'épargne à promouvoir, on peut citer les nouveaux produits financiers tels l'assurance-vie ou les fonds de retraite, les campagnes où des structures de collecte d'épargne devraient être mieux implantées, les capitaux expatriés, les marchés financiers.

44. Le contexte actuel de privatisations liées aux programmes d'ajustement structurel (PAS) en vigueur représente également un environnement favorable. A l'instar de pays de l'Amérique latine qui ont eu recours à la privatisation pour faire passer l'initiative de l'investissement du secteur public vers le privé et améliorer les équilibres budgétaires, l'Afrique gagnerait à augmenter le rythme de ses privatisations.

45. Un exemple probant sur l'importance des conditions économiques générales pour le développement peut être trouvé à l'examen du cas asiatique. En Asie de l'Est et du Sud-Est, l'expérience a montré que la libéralisation du commerce et du régime des investissements en plus d'un environnement économique stable et de la disponibilité d'une main d'oeuvre productive ont permis à cette région d'attirer des capitaux du monde développé ⁽¹²⁾. Il s'agit là d'un exemple à imiter pour trouver le chemin du redressement.

4.1.2 Quelques mesures techniques d'incitation à l'investissement

46. Au delà du cadre général qui vient d'être évoqué, il existe une gamme d'instruments techniques que les Etats peuvent mettre en oeuvre pour promouvoir les investissements privés. Ces mesures (Cf. tableau 4) se composent essentiellement d'encouragements fiscaux (réduction et/ou différé d'imposition, amortissement accéléré, diminution de charges sociales, etc...) et d'incitations financières telles que les subventions directes, les bonifications de taux d'intérêt des prêts aux investisseurs ou la participation au capital des projets à risque.

47. Il y a lieu de préciser que les incitations fiscales demeurent le type d'encouragement le plus utilisé au cours des années 90 pour attirer les IED. Et à l'intérieur des incitations fiscales, ce sont les réductions d'impôt sur le bénéfice qui l'emportent. Actuellement, les taux d'imposition des profits varient en moyenne, de 30 à 60% selon les pays ⁽¹³⁾.

48. Toutefois, il faut aussi indiquer que les Etats promoteurs n'ont pas non plus intérêt, dans leur désir de rendre les conditions économiques attractives pour les investisseurs, à

¹² UNCTAD, Examination of cases of interfacing between national economic policies and regional and subregional cooperation, April 1996 ; pp. 16-17.

¹³ UNCTAD, Incentives and foreign direct investment, 1996 PP.18 et 22.

octroyer trop d'avantages fiscaux ou financiers qui ne pourraient pas être compensés par les résultats effectifs ; encore que l'évaluation des résultats soit parfois difficile à réaliser. Comment quantifier économiquement par exemple les retombées en terme de savoir-faire technique ou "managérial" apportées par une société transnationale?

4.1.3 Instruments à créer ou à améliorer

49. **Marché financier sous-régional** : il s'agit d'un outil indispensable à l'expansion d'une économie. Or en Afrique de l'Ouest, il n'existe pour l'instant, que trois (3) pays (Côte d'Ivoire, Ghana et Nigéria) disposant d'une bourse nationale de valeurs mobilières (actions et obligations). L'intérêt d'un tel instrument est de mettre en contact direct des capacités de financement et des besoins de financement nationaux. En particulier, le financement des investissements à long terme peut être mieux réalisé dans le cadre du marché financier que celui du secteur bancaire. A cet égard, la mise en place de la bourse sous-régionale de valeurs au sein de l'UEMOA (projet en cours de réalisation) est à encourager.

Tableau 4: **Mesures techniques d'incitation à l'investissement**

Encouragements fiscaux relatifs à/aux:	
<u>profits:</u>	réduction du taux d'impôt sur les bénéfices ; différés d'impôt; déduction des pertes des premières années d'exploitation sur les profits futurs
<u>l'investissement en capital:</u>	amortissement accéléré; subvention d'investissement et de réinvestissement
<u>la main d'oeuvre:</u>	réductions des cotisations de sécurité sociale; déductions des bénéfices imposables en fonction du nombre d'employés et des charges liées
<u>la valeur ajoutée:</u>	réductions d'impôt sur le bénéfice ou crédits d'impôt basés sur l'importance des matières premières locales utilisées
<u>l'importation d'intrants:</u>	exemption de droits de douanes sur certains intrants tels des équipements, matières premières ou pièces de rechange
<u>aux exportations:</u>	exemptions de taxes à l'exportation; taux d'impôt préférentiel sur les revenus d'exportation et sur les gains liés aux opérations sur les devises étrangères; subvention en capital aux industries exportatrices
Encouragements financiers:	
<u>Subventions:</u>	subventions gouvernementales pour couvrir une partie du capital ou des coûts de production ou de commercialisation
<u>Crédits à taux préférentiels du gouvernement:</u>	prêts subventionnés; garanties de prêts; garanties de crédits d'exportation
<u>Participation de l'Etat au capital:</u>	co-financement étatique dans les investissements à risque

50. **Banques commerciales:** le système bancaire de la sous-région doit s'améliorer dans plusieurs domaines allant de la collecte de l'épargne à l'affectation des ressources en passant par la rationalisation de la gestion même des banques. Il faudrait par exemple que le réseau bancaire devienne plus étoffé par une meilleure implantation des agences afin que nos villes secondaires voire nos campagnes soient davantage mises à contribution pour la mobilisation des ressources financières. D'un autre côté, les banques doivent fournir l'effort de soutenir les investisseurs privés qui prennent l'initiative de s'engager dans le secteur de la production et qui ont donc des besoins spécifiques de financement à moyen et long terme. Ce faisant, le coût de la ressource financière (Cf. tableau 2 plus haut) pourrait être minoré pour les opérateurs économiques grâce à l'amélioration des méthodes de travail dans les banques et à leur informatisation.

51. **Codes d'investissement et zones franches:** ce sont là deux outils spécifiques destinés à améliorer l'environnement administratif et économique des entreprises. La plupart des pays en développement misent beaucoup sur les codes d'investissement. Ainsi a-t-on pu assister dans les dernières décennies, à d'importantes révisions de cet outil par de nombreux Etats en vue d'attirer les investisseurs. Il est même à présent recommandé de faire attention à l'excès de concurrence entre Etats ⁽¹⁴⁾ pour attirer les IED car il ne faudrait pas que les avantages octroyés soient trop importants au point de ne pouvoir être compensés par les bénéfices qui en résulteraient. Quant aux zones franches industrielles et/ou d'exportation, on peut dire que les pays africains s'y intéressent de plus en plus vu que l'Ile Maurice a eu une réussite exemplaire dans le domaine. En Afrique de l'Ouest, le Sénégal dispose depuis 1974 d'une zone franche industrielle et le Togo a également choisi l'option d'une zone franche pour favoriser ses exportations.

4.2 Quelques mesures spécifiques aux investissements intérieurs

52. **La remise sur pied ou le renforcement des institutions de financement:** les banques de développement et les fonds de garantie sont celles qu'il faudrait renforcer le plus. D'une part, les banques de développement ont disparu dans un grand nombre de pays et font cruellement défaut pour le financement des actifs immobiliers des entreprises. Une remise sur pied s'impose donc pour cette première catégorie d'institutions. D'autre part, la seconde catégorie-les fonds de garantie-représente un appoint important au système bancaire. Il s'agit en l'occurrence d'un élément catalyseur du financement. Fort heureusement, une initiative vient d'être prise dans ce sens au niveau sous-

¹⁴ Le cas s'est produit à l'intérieur des Etats-Unis où les Etats se faisaient une concurrence effrénée pour amener des sociétés américaines et étrangères à s'implanter chez eux.

régional avec le Fonds de garantie des investissements privés en Afrique de l'Ouest (GARI) parrainé par la BOAD.

53. La mise en place généralisée de structures de promotion:

l'esprit d'entreprise a besoin d'être soutenu dans nos Etats. Cela est possible au moyen d'agences spécialisées qui auraient pour vocation d'assister techniquement et financièrement les opérateurs économiques. Au Niger par exemple, il existe l'Agence de financement et d'encouragement de la libre entreprise (AFELEN). Au Mali et au Burkina-Faso, des structures similaires ont été récemment créées ou remises en place avec le concours de partenaires au développement.

4.3 Mesures spécifiques aux investissements étrangers

54. Les pays doivent apprendre à se mettre en valeur auprès des investisseurs potentiels par une **politique active de communication** visant à présenter les opportunités nationales. Concrètement, il faudrait par exemple profiter des perspectives intéressantes de croissance ⁽¹⁵⁾ offertes par l'ajustement économique, la dévaluation du CFA en 1994, ainsi que par l'allègement de la dette extérieure. Si l'on y ajoute le "réservoir de développement" que représentent les produits de base (cacao, bois, bauxite, manganèse, phosphates, etc...) lesquels ne demandent qu'à être transformés, force est de reconnaître que nos Etats possèdent des arguments à faire valoir, notamment au moyen d'une démarche marketing. Cela devrait se traduire par l'organisation, avec le concours des chambres de commerce et d'industrie ainsi que la participation d'opérateurs nationaux, de missions de présentation et de recherche de partenaires à l'étranger. Certains pays le font déjà ponctuellement, mais il s'agit là d'une pratique qu'il serait utile d'étendre et de généraliser.

55. La **régionalisation de la production et des marchés** serait un atout supplémentaire pour convaincre les étrangers de venir investir davantage en Afrique. En effet, dans le secteur manufacturier particulièrement, le coût des matériels et équipements industriels est de plus en plus élevé justifiant par conséquent la nécessité d'avoir des économies d'échelle susceptibles de rentabiliser l'investissement. Un renforcement de la coopération sous-régionale s'avère donc souhaitable dans le domaine. A titre d'illustration, il faut savoir qu'en vue d'accélérer la mise en oeuvre du schéma de libéralisation des échanges au sein de la CEDEAO, a été décidée la suppression du critère de participation de nationaux au capital des entreprises (25% au minimum antérieurement) comme condition d'éligibilité aux avantages du schéma. Cette modification contribuera évidemment à encourager les IED en Afrique de l'Ouest.

¹⁵ En 1995, cinq pays de la sous-région (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo) ont enregistré des taux de croissance du PIB de 6 à 7 % selon la CEA (op.cit.)

56. Pour attirer les investisseurs étrangers, il est en outre indiqué d'instaurer un **cadre juridique et financier stable et souple**: il s'agit notamment de donner l'assurance aux entreprises étrangères qu'elles ne seront pas en butte à des pratiques commerciales restrictives de la part des concurrents locaux privés ou publics. Concernant le domaine financier, des mesures sur la gestion des devises étrangères s'imposent; la libéralisation doit y prévaloir au sujet des transferts en matière de profits et de revenus des capitaux par exemple. A ce sujet, il faut signaler notamment le doublement de l'activité boursière au Nigéria en 1995 suite à la libéralisation du régime de change des devises étrangères.

V - CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

5.1 Conclusion

57. C'est un truisme de dire que le continent africain a grand besoin d'investissements pour réaliser son potentiel en développement à propos duquel on s'accorde à reconnaître qu'il est considérable. Afin de s'en convaincre, il suffit d'observer l'intérêt des investisseurs et des financiers qui voient en l'Afrique un continent fournisseur de matières premières, minérales et agricoles pour les autres régions du monde (Europe en particulier). Cela vaut d'autant qu'elle est au premier rang mondial pour plusieurs produits de base dont certains ont une importance stratégique (cobalt, bauxite, chrome, manganèse, etc...).

58. D'autre part, l'exploitation des secteurs du transport, des télécommunications, de l'énergie et des services financiers, secteurs qui semblent privilégiés par les marchés financiers internationaux, devrait maintenir l'intérêt des investisseurs extérieurs.

59. C'est sur ce potentiel de développement que parient actuellement les fonds d'investissement en quête de rentabilité et de diversification des risques. Ces fonds de dimension internationale envisagent d'investir dans des pays d'Afrique subsaharienne. La sous-région ouest-africaine n'est pas en reste puisque des Etats tels la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal retiennent particulièrement l'attention notamment dans le cadre des sociétés devant être privatisées. Par ailleurs, un établissement comme le Crédit commercial de France se dit intéressé par investir dans des pays de la zone CFA.

60. Toutefois, les perspectives concernant les flux de ressources à destination de l'Afrique comparativement à d'autres régions du monde, sont plutôt ternes. Aux resserrements budgétaires en Occident qui limitent désormais l'aide publique au développement, il convient d'ajouter la concurrence de l'Europe orientale et de l'Asie dans l'attraction des investissements privés

internationaux ⁽¹⁶⁾.

61. Par conséquent, il paraît logique de mettre à présent l'accent sur la mobilisation des ressources intérieures et la promotion des investissements locaux. Dans ce domaine tout comme dans le précédent au demeurant, l'Etat et les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer (Cf. sous-sections 4.1.1 et 4.1.2).

62. Mais quelque soient les mesures techniques prises pour encourager l'investissement (Cf. 4.1.2 et 4.1.3), les données fondamentales sur lesquelles reposent les décisions des opérateurs économiques ayant la capacité d'investir sont la **stabilité politique et économique** ainsi qu'un **droit des affaires transparent et équitable**. C'est pourquoi, il est utile d'insister sur la responsabilité des gouvernements dont les actions doivent viser l'établissement d'un climat de paix sociale tout en préservant un environnement favorable économiquement y compris au plan de la rentabilité des affaires.

5.2 Recommandations

Environnement général

Les Etats devraient chercher à gagner la confiance des investisseurs en se donnant les moyens de:

- garantir une certaine continuité dans la politique économique en vue de permettre aux hommes d'affaires de faire les prévisions de rendement de leurs projets d'investissement dans des conditions fiables;

- offrir des règles du jeu claires par le biais d'une législation financière et commerciale durablement établie;

- orienter l'économie vers des perspectives de croissance substantielle du PIB national.

Mesures et instruments techniques

Il faut en outre :

- poursuivre l'adoption de codes des investissements comportant les avantages fiscaux et financiers désormais couramment admis sans pour autant céder à une concurrence excessive entre pays en développement en général et Etats de l'Afrique de l'Ouest en particulier;

- favoriser l'implantation de zones franches industrielles ou

¹⁶ Les flux de capitaux privés extérieurs vers les pays africains n'ont augmenté que faiblement en 1995, passant de 3,8 Mds de \$ E.U. en 1994 à 5,1 Mds de \$ E.U. La part de l'Afrique dans l'ensemble des flux de ressources privées au niveau mondial a ainsi oscillé bon an mal a, entre 3 et 9 % seulement.

d'exportation en vue d'accroître la compétitivité des entreprises;

- susciter l'intérêt du système bancaire vis à vis du financement des investissements y inclus une relance des banques de développement;

- promouvoir la mise en place tant attendue du marché financier sous-régional.

Investissements intérieurs

Il faudrait:

- améliorer, en amont, les diverses structures de collecte de l'épargne nationale (banques, assurances, caisses, etc...);

- encourager la création de structures de promotion de l'esprit d'entreprise et de formation à la gestion.

Investissements étrangers

- adopter une politique active de communication visant à faire valoir les opportunités d'investissements dans nos Etats;

- promouvoir la régionalisation de la production ainsi que des marchés.

ANNEXE

Tableau A19
Prix à l'exportation des produits primaires, 1983-94
(Indices 1990 = 100)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1993				1994	
												T1	T2	T3	T4	T1	T2
Produits alimentaires, boissons et tabacs	117	120	104	98	91	110	109	100	99	98	98	98	94	97	104	109	107
Produits alimentaires	110	109	92	81	83	106	109	100	99	101	100	99	96	98	105	111	104
dont :																	
Céréales	117	114	98	82	77	103	114	100	98	104	98	100	93	92	108	116	107
Blé	116	112	100	85	83	107	125	100	95	111	103	111	98	96	108	109	103
Maïs	125	124	103	80	69	98	102	100	98	95	93	87	89	93	105	113	103
Riz	96	88	76	73	80	105	112	100	109	100	93	96	82	80	115	152	134
Oléagineux, huiles et graisses,																	
tourteaux et farines d'oléagineux	122	132	99	85	92	125	113	100	101	103	105	101	100	110	109	114	113
Viande	92	86	82	81	91	97	98	100	102	96	102	94	104	109	102	100	96
Viande de boeuf	95	89	84	82	93	98	100	100	104	96	102	95	104	109	101	99	94
Viande d'agneau	73	72	69	76	81	90	87	100	87	95	102	90	105	108	107	108	106
Sucre	75	68	62	71	77	89	96	100	89	90	91	88	94	90	92	94	96
Bananes	79	68	70	70	70	88	101	100	104	88	82	109	87	63	66	105	69
Boissons	162	188	166	191	138	138	114	100	93	82	87	84	77	90	97	97	127
Café	175	194	184	235	147	159	126	100	94	74	85	79	74	92	96	100	146
Cacao en fèves	167	189	178	163	157	125	98	100	94	87	88	79	78	90	105	100	107
Thé	114	170	98	95	84	88	99	100	91	98	91	104	85	84	93	86	93
Tabac	106	106	105	93	90	93	98	100	106	106	104	113	98	100	107	109	103
Matières premières agricoles	73	83	68	72	101	109	105	100	96	99	100	101	100	99	100	105	110
dont :																	
Bois en grume	67	79	65	72	105	111	107	100	105	119	123	123	123	123	123	123	123
Coton	89	101	79	65	94	77	92	100	93	70	70	72	73	68	68	93	103
Laine	75	76	69	69	97	142	117	100	71	67	56	56	56	54	56	66	79
Caoutchouc	123	111	88	93	114	137	112	100	96	100	96	102	94	95	93	99	115
Cuir et peaux	49	64	56	69	87	95	98	100	86	82	87	88	86	85	88	83	94
Jute	68	130	143	67	79	91	91	100	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Sisal	80	82	74	72	72	77	92	100	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Matériaux et métaux non ferreux	73	69	65	61	73	108	110	100	89	87	73	79	73	72	68	73	77
(à l'exclusion du pétrole brut)																	
dont :																	
Cuivre	60	52	53	51	67	98	107	100	88	86	72	83	70	72	63	70	80
Aluminium	88	76	63	70	95	155	119	100	80	77	69	72	69	71	65	76	81
Minerai de fer	80	77	76	73	74	77	86	100	108	103	91	91	91	91	91	83	83
Étain	210	198	186	105	112	118	141	100	91	99	83	93	87	77	76	85	88
Nickel	53	54	55	44	55	155	150	100	92	79	60	68	65	53	54	64	67
Zinc	52	61	52	50	53	82	109	100	74	82	64	69	64	59	62	64	63
Plomb	53	55	48	50	74	81	83	100	69	67	50	52	51	48	51	59	59
Roche de phosphate	91	94	84	85	77	89	101	100	105	105	82	82	82	82	82	82	82
Total des produits ci-dessus	95	98	85	82	89	109	108	100	96	95	92	93	90	91	93	98	100
Pétrole brut	129	128	122	63	81	64	78	100	83	83	73	78	79	71	65	61	72
Tous produits primaires	100	102	91	76	86	101	103	100	93	93	89	91	88	87	88	92	95

Note : Les indices ont été calculés en dollars des États-Unis. Pour les sources et les méthodes utilisées, voir les Notes techniques de l'Appendice.

Source : GATT, Tendances et statistiques/Le commerce international, 1994